

L'Association de Libres Penseurs de France (ADLPF) a pour objectif primordial la défense de la laïcité républicaine telle qu'elle a été définie par ses fondateurs en 1905, une séparation stricte mais non dogmatique, car l'ADLPF n'est sous l'emprise d'aucun parti. Prônant avant tout la liberté de conscience, elle combat tous les dogmes, religieux, sociétaux, politiques qui auraient l'ambition d'asservir l'esprit humain à partir de « vérités » révélées et indémontrables. Elle mène son combat pour que la liberté de conscience soit une réalité quotidienne et rejoint en cela les préoccupations de l'UFAL.

Elle reste fidèle à l'engagement et aux idéaux des militants qui fondèrent la Libre pensée au moment du Printemps des Peuples en 1848.

La Libre Pensée voit le jour en 1848 avec une intense activité idéologique qui culminera à la fin du Second Empire. La défaite et l'Ordre moral en 1871 eurent raison cette première période du mouvement libre penseur, généralement athée et matérialiste.

Une seconde période intense et florissante va de 1879 à 1914. La France compte alors plus de mille sociétés de libre pensée et des grands noms de la politique, de la vie littéraire et artistique y participent : Victor Hugo, Marcellin Berthelot, Anatole France, Ferdinand Buisson... La première guerre et l'union sacrée portèrent un coup fatal à cette vitalité. Les curés restés à l'arrière purent reprendre du service surtout auprès des femmes des soldats... Il fallut attendre 1936 pour que les différents groupes libres penseurs se réunissent, jusqu'à leur interdiction par le régime de Vichy. Ensuite, à partir de 1945, une lente et difficile reconstruction eut lieu, mais sans jamais retrouver le dynamisme des débuts de la III^e République.

Au-delà des péripéties de la vie de tous types d'organisation, la libre pensée, comme vecteur de l'idée de liberté de conscience nous lègue un bel héritage que l'ADLPF continue de faire fructifier.

Pour comprendre notre engagement, appuyons-nous sur la Libre-Pensée telle qu'elle a été définie par ce remarquable combattant pour la liberté de conscience que fut Ferdinand Buisson. Il sut, en son temps, transcrire une réflexion spéculative en règle de vie : *il lui appartient (à la libre-pensée) de fournir une règle de vie aussi bien aux sociétés qu'aux individus*. Cet héritage, nous le conservons et l'enrichissons dans au moins deux de ses dimensions décrites par ce grand penseur.

La première est une question de méthode : *La Libre-Pensée n'est pas une doctrine ; elle est une méthode, c'est-à-dire une manière de conduire sa pensée — et, par suite, son action — dans tous les domaines de la vie individuelle et **sociale** ; la seconde est le but qu'elle s'assigne : la Libre-Pensée propose à l'humanité, comme le veut la nature des choses, de poursuivre indéfiniment le vrai par la science, le bien par la morale, le beau par l'art. Et si à chaque moment de son développement, elle est prête à rendre compte du résultat actuel de ses recherches, elle est aussi toujours prête à le compléter et à le rectifier en ajoutant aux découvertes d'hier les découvertes de demain.*

Ce manifeste proposé par Ferdinand Buisson au congrès de la Libre-pensée de Rome en 1904 est toujours d'actualité et notre association l'ADLPF est toujours membre de l'**Union Mondiale des Libres Penseurs**, héritière historique de la Fédération Internationale du Congrès de Rome de 1904.

L'ADLPF fait fructifier au mieux cet héritage de liberté. Elle en est l'héritière la plus fidèle car ce combat pour la démocratie et la laïcité, elle le mène indépendamment de tout groupe politique. Le combat contre le cléricisme se fait sans aucune exclusive, ni clerc d'église ni clerc d'un parti quel qu'il soit ne lui dicte ni sa méthode ni ses mots d'ordre.

Nous précisons cela car certains s'étonnent qu'il y ait deux associations de Libres penseurs. En 1995, un groupuscule, issu de la mouvance trotskiste, s'empare par un coup de force de la Fédération Nationale de la Libre Pensée, et professe depuis une idéologie qui veut marquer du sceau infamant de l'« islamophobie » et du néo-colonialisme toute tentative de faire respecter la laïcité républicaine face aux questions posées par les nouveaux communautarismes. L'ADLPF, créée en réponse à cette usurpation, dénonce énergiquement ces déviances.

Le rapport des Français face aux questions religieuses est en pleine mutation et pas uniquement par la présence, comme voudraient le faire croire certains, de l'Islam. Il est pour le moins étonnant de voir comment l'extrême gauche, à la recherche du messie prolétaire introuvable, et l'extrême droite, pour des raisons identitaires, se focalisent à ce point sur cette présence, alors que le cœur de la mutation est l'éloignement de la religion le plus accentué qu'ait jamais connu la société française. Que font les tenants du multiculturalisme pour aider nos concitoyens d'origine culturelle musulmane à sortir de cette emprise ?... Il y aurait, à les entendre, la mauvaise emprise du curé et la bonne emprise de l'imam... On se moque ainsi des tous ceux qui se sécularisent et veulent, comme tous les libres penseurs être seuls juges de leur rapport à la divinité... et de jouir de cette liberté de choix : de croire ou ne pas croire... de choisir en être humain éclairé à l'aide de sa raison ce qui est bien pour lui et son bonheur.

Nous ne réservons donc pas nos critiques à la seule Église catholique, même si historiquement ce fut le cas et si nous gardons vis-à-vis d'elle toute notre vigilance. Nous entendons aussi soutenir nos compatriotes libres penseurs d'origine musulmane qui se battent pour sortir de cet enfermement clérical où certains voudraient les cantonner sous couvert du respect des cultures d'origine. Face à la destruction de la citoyenneté que cette attitude véhicule, l'ADLPF qui est laïque, démocratique et sociale, qui rejette, au nom de la dignité de la personne humaine, ce triple joug : du pouvoir abusif de l'autorité en matière religieuse, du privilège en matière politique et du capital en matière économique, apporte un soutien ferme et sans concession à ces personnes.

Nous, Libres penseurs, nous sommes toujours battus pour que la séparation entre pouvoir politique et pouvoir religieux soit une réalité sociale, voire quotidienne. Comme le disait un conférencier libre penseur : « *assurer la laïcité complète de l'esprit français* ». Nous pensons donc que les choix de vie ne doivent pas être entravés par une omniprésence insidieuse des religions dans les mentalités et dans le quotidien. Déjà par le passé, par une vigilance et des combats, nous avons imposé que le respect de la liberté de conscience soit une réalité. Citons quelques exemples : les combats menés pour la municipalisation des cimetières et pour que l'enterrement civil soit un choix reconnu et possible, ainsi que les manifestations pour que des écoles publiques soient ouvertes dans les villages face à l'obstruction du clergé, ainsi que l'immense travail mené pour la laïcisation de l'hôpital. Nous avons une tradition de combats sociétaux qui nous devons poursuivre encore aujourd'hui : les enjeux de bio éthique, du choix par chacun de sa mort ou les enjeux autour de la sexualité, de la famille et des nouveaux modes de conjugalité, nous interpellent comme au siècle précédent. Toujours le même combat : consolider l'acquis et ouvrir de nouveaux espaces de liberté pour l'individu. Et comme toujours, sur la route du travail législatif permettant à des lois de liberté de s'élaborer, nous rencontrons les trois monothéismes ; toujours associés pour brider l'individu et contrer l'humanisme laïque que nous défendons.

Nous refusons à la fois la niaiserie de l'islamo-gauchisme et l'instrumentalisation de ce que les pires intégristes ont réussi à instiller dans les mots et dans les têtes, à savoir l'islamophobie et son pendant imbécile, la christianophobie.

À cela s'ajoute maintenant le combat que la libre pensée doit mener face aux nouvelles religions politico-socio-économiques, avec leurs dogmes, leur clergé, leurs thuriféraires : néo-libéralisme, croyance aveugle dans le progrès technique, etc.

Les hommes se donnent par la raison les lois qui permettent leur bonheur ici et maintenant, et aucune transcendance, aucun cléricalisme ne peuvent limiter cette liberté et cette volonté.